

Alors, monsieur le président, c'est justement dans ce contexte-là qu'au moment où l'on a cessé de siéger au mois de juillet dernier nous avons pris des mesures pour limiter les salaires des employés du gouvernement, du secteur public et parapublic, de limiter leurs augmentations de salaires à 6 et 5 p. 100 pour les deux prochaines années. C'est la raison pour laquelle nous, les députés, avons accepté non pas qu'on limite nos salaires mais qu'on les réduise, justement dans le but de donner l'exemple, dans le but que le secteur public donne l'exemple, lui qui est bien protégé, lui qui a quand même des avantages que les gens dans l'entreprise privée n'ont pas. Il fallait commencer par nous! Ceux du secteur public, monsieur le président, ne seront pas les dindons de la farce parce que s'ils sont les seuls à participer à ce programme de 6 à 5 p. 100, à ce moment-là c'est certain que le programme est voué à l'échec. Dans le secteur public, deux méthodes permettent de combattre l'inflation et les difficultés économiques: d'abord, les restrictions monétaires d'une part et les restrictions fiscales, d'autre part. On sait que depuis plusieurs années au Canada des mesures de restrictions monétaires sont en place. Ces mesures qui sont tout à fait impopulaires et il faut le dire, cette discipline monétaire a permis de contrôler l'inflation, de la stopper et maintenant de la réduire, mais le contrôle était exercé par la Banque du Canada sur le taux d'expansion de la masse monétaire, il a été et reste à mes yeux un élément, un seul levier, un levier essentiel pour l'État, mais un élément seulement.

Ici j'ai un reproche à faire: trop longtemps on a donné l'impression du moins qu'on reposait la politique économique sur ce seul levier. Il y a aussi le deuxième volet, monsieur le président, la politique monétaire, la politique fiscale. Le rôle de la fiscalité reste tout à fait ancien. Avouons que les résultats ne sont pas particulièrement brillants, parce qu'on a un déficit qui augmente. Les gens disent: Écoutez, vous ne ramassez peut-être pas assez d'argent, mais ce qu'il faut comprendre et ce qu'il faut répéter, c'est que présentement, nous vivons, nous, dans une camisole de force lorsque la situation est difficile à accepter du point de vue social. Nos programmes vont coûter cher pour venir en aide aux gens qui ont besoin d'aide, mais ces gens-là qui avant aidaient à remplir les coffres du gouvernement par leurs impôts, ils n'en ont plus d'impôt à payer, et c'est évident que dans ce contexte-là, on a moins d'argent, on est dans une camisole de force. Alors ce n'est pas nécessairement nos dépenses autres que nos dépenses sociales pour aider les défavorisés qui augmentent, mais ce sont nos revenus qui baissent, car ces gens-là ne paient pas d'impôt.

D'où la nécessité de venir à la Chambre obtenir encore une fois quelques milliards de dollars. Alors, il est évident qu'il y aura beaucoup d'objections politiques, économiques pour tenter de corriger, de changer quelques programmes. Il me semble que souvent les politiciens ont une tâche assez pénible. Un bon politicien, c'est souvent comme un bon pilote de voiture de course. Tout le monde peut appuyer sur l'accélérateur, mais celui qui gagne la course, c'est celui qui sait bien se servir des freins, qui sait bien s'assurer que dans notre gouvernement, nous ne sommes plus dans une période de quantité, que nous n'aurons plus la quantité d'investissements que nous avions avant. Ce dont il faut s'assurer et ce que le peuple canadien est en droit d'exiger, c'est la qualité des investissements. C'est cela qu'il faut. C'est cela qu'il faut chercher, c'est

Pouvoir d'emprunt supplémentaire

cela qu'il faut mettre en évidence: la qualité des investissements. Alors si on regarde ce que le ministre des Finances a fait hier et ce qu'il a l'intention de faire durant les prochains mois, on constate qu'on a justement cette qualité. Il aurait facilement pu dépenser 4 ou 5 autres milliards de dollars, mais cela aurait été de la folie furieuse.

Alors dans ce contexte-là, monsieur le président, je pense que nous sommes bien lancés dans une politique économique saine, que même les députés d'en face ont de la difficulté à critiquer. Ils vont dire que ce n'est pas assez, que c'est trop tard. Mais personne ne peut dire que ce qui est fait est mal. Et c'est cela qui est important. Et cela les gêne un peu parce qu'ils aimeraient gagner des points politiques, c'est la «job» ici, dire que c'est mauvais. Mais justement, dans ce concept d'aide et de coopération qui, j'espère, sera important à la Chambre, il me semble qu'il faut justement passer outre et tenter ensemble de chercher des solutions.

Monsieur le président, c'est évident que le temps n'est pas à l'euphorie, mais ici et là certaines lueurs réconfortantes sont perceptibles au bout du tunnel. Je pense qu'on peut rappeler que depuis le mois d'août, les taux d'intérêt ont baissé de 4 ou 5 points. C'est une reprise significative qui pour beaucoup d'investisseurs représente des paiements très réduits, qui donne plus d'argent, plus de «cash flow» aux gens. Cette baisse devrait se poursuivre. Si on examine le taux de l'inflation, on sait qu'il ne baisse pas autant qu'aux États-Unis, mais qu'il baisse quand même. Cela crée une psychologie qui est importante pour les gens. Et on n'a qu'à remarquer ce qui arrive à la Bourse. Hier et avant-hier, cela n'a pas été tellement bon. L'indice Dow Jones a dépassé le 1,000 aux États-Unis, à Toronto et à Montréal on enregistre des volumes de ventes tout à fait incroyables. Il y a beaucoup de gens qui font beaucoup d'argent parce que les gens reprennent confiance. On investit maintenant dans le capital d'une compagnie. C'est cela qu'il faut faire. Il faut changer la mentalité des rentiers dans notre pays, des gens qui laissent leur argent dans leurs bas ou dans un compte de banque et le laissent mourir.

Il faut justement, si on veut réduire les taux d'intérêt, que les gens veulent un bon rendement de leur argent, il faut les encourager à investir, les encourager à avoir confiance en ce pays. Et c'est cela en fait, d'après moi, qu'on est en train de faire maintenant. A cause de l'ampleur et de la durée du chômage, il ne faut pas créer de faux espoirs. Cela est trop considérable et cela va durer encore un bout de temps. Et c'est justement pour ces gens-là que le ministre a fait hier un énoncé économique, qu'on appelle cela un budget ou non. C'est un exposé économique parce que le véritable budget, c'est au mois de février ou de mars. Alors permettez-moi, monsieur le président, de conclure ainsi: Plus nos coûts salariaux demeureront élevés, moins nous serons productifs, plus à ce moment-là nous serons obligés d'innover. Les syndicats américains ont compris leur importance dans l'appareil économique des États-Unis. La crise les a rendus plus sages, plus responsables. Au Canada, il me semble que le public est en droit de s'attendre à un rajustement analogue, à une nouvelle forme de coopération. Monsieur le président, cela ne signifiera pas que nous allons surmonter tous nos problèmes. Mais je tiens à conclure en disant que nous sommes en train de les résoudre, et les signes d'amélioration sont tout à fait manifestes.